



CIBLE

Guérini

Président (socialiste) du Conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini a été mis en examen en 2011 pour « prise illégale d'intérêt », « trafic d'influence », « complicité d'obstacle à la manifestation de la vérité » et « association de malfaiteurs ». Il a été remis en examen à deux reprises en 2013 pour « détournement de fonds publics », « trafic d'influence », « atteinte à la liberté d'accès ou à l'égalité des candidats dans les marchés publics » et « participation à une association de malfaiteurs en vue de la commission des délits de trafic d'influence, de corruption et de détournement de fonds publics ».

Jean-Noël Guérini bénéficie de la présomption d'innocence. Mais c'est un personnage tellement douteux que le Parti socialiste auraient dû l'exclure dès 2011. Les candidats socialistes à la primaire de Marseille, qui bénéficient des largesses de ce parrain ou qui s'accommodent de sa présence, ne sont pas moins fautifs.

Tant que Jean-Noël Guérini resta président du Conseil général et membre du Parti socialiste, la lutte contre la délinquance dans les Bouches-du-Rhône sera vouée à l'échec.

ETATS-UNIS

Peuple sans boussole

Assassinats

**Théorie
du drone**

p. 8

Ille République

**Une autre
histoire**

p. 6-7

Courbe la tête...

Depuis quelques mois et de plus en plus, vous croisez dans les transports publics et dans la rue une multitude de gens qui marchent ou sont assis la tête baissée. Soumission ?

Cela devait immanquablement finir par m'horripiler... Regardez autour de vous et voyez tous ces parisiens qui marchent dans les rues de la capitale sans regarder devant ni autour d'eux, penchés qu'ils sont sur l'écran de leur smartphone en train de se livrer au simulacre de la communication. Il devient difficile, sans y faire très attention, de ne pas « pocquer » quelqu'un en se déplaçant. Jean-Jacques Goldman devrait, 20 ans plus tard, refaire sa chanson « La vie par procuration »...

L'écran est devenu LE moyen de communiquer avec ses semblables. Je suis toujours agacé par tous ceux, ou plus exactement toutes celles, qui ne conçoivent plus de moyen de s'adresser à leurs semblables autrement que par textos, par tweets, par email ou par conversations téléphoniques. Il s'éloigne le temps où tous et toutes s'intéressaient un tant soit peu au monde qui les entourait. Je veux dire s'intéresser directe-

ment. Cette malédiction va de pair avec une tendance de plus en plus marquée à s'isoler du reste de ses congénères et de ne plus concevoir la communication au-delà du cercle restreint de ses « contacts ». La civilité était déjà en bonne voie de disparition et ce n'est pas ce phénomène qui va nous y ramener.

Au-delà de cela, la symbolique de ces comportements n'a rien que de déplaisant. Se couper du monde est une chose, mais pire encore la vision de tout ceux qui marchent la tête courbée à de quoi inquiéter un peu. Dans l'époque de mondialisation qui est la nôtre, cela offre une bonne vision de ce que sont devenus les rapports sociaux. L'enfermement et ce qui s'apparente fort à de la soumission. La première chose en temps de crise et de regarder droit devant soi, la tête haute, ne serait-ce que pour avoir une chance de voir ce qui se passe et de ne pas être piégé par l'irruption d'un événement qui viendrait à nous surprendre.

Outre que ce spectacle n'a rien de bien esthétique, on conçoit à quel point l'intégration sociale réelle a reculé dans notre pays. Courber la tête est, depuis les temps les plus reculés, un signe de soumission. Ne pas croiser le regard de l'autre revient, soit à l'ignorer, soit à accepter dès l'abord d'y être soumis. L'époque exige pourtant de regarder, de sentir la situation et d'être partie prenante dans la nécessaire réaction contre la vie que l'on nous impose. Les puissants de tous ordres doivent apprécier à sa juste valeur ce penchant, c'est le cas de le dire. Comme si, même en marchant seul dans une rue ou en s'asseyant dans le métro on voulait montrer à tous ceux qui regardent encore que l'on a accepté la situation qui nous est faite et que l'on n'a pas les moyens, individuellement, d'y résister.

Comment peut-on aujourd'hui tant communiquer et si peu se parler ? Les conversations que l'on n'a pas la chance de ne pas entendre sont

généralement limitées à leur plus simple expression : on ne se dit rien de fondamental contrairement à ce que la durée des appels pourrait laisser croire. Alors, devant la forte portée symbolique de tels comportements, on finit par se demander si quelque chose est encore possible et si cela vaut bien la peine de se battre pour des contemporains, et surtout les plus jeunes, qui semblent avoir à ce point, abdiqué tout esprit de résistance et accepter leur sort avec un élan qui a grandement de quoi inquiéter.

L'envie me prend quelquefois de leur arracher leur « saint » appareil et d'entamer une conversation pour essayer de comprendre comment ils peuvent être devenus des consommateurs avides et soumis, plutôt que des hommes et des femmes responsables de leur présent et de leur devenir. Quand on pense que certaines de ces personnes occupent des postes de responsabilités, on comprend pourquoi nous sommes dans cette situation à laquelle rien ne semble pouvoir porter remède. La révolution n'est pas pour demain et George Orwell s'est peut-être simplement trompé sur la nature de la sujétion. Passer d'un petit écran à l'écran de l'ordinateur de son bureau et une fois rentré chez soi, retrouver un autre écran... On ne va plus chercher l'information, on gobe simplement celle qui nous est proposée. Et avec toute cette communication, la solitude grandit, l'isolement s'accroît, l'émiettement et l'individualisation s'accroissent. La réflexion se meurt, vivent l'émotion facile et la réaction non structurée.

Pascal BEAUCHER

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Vélo sur les trottoir - p. 3 : Bataille sémantique - Laisse aller, c'est une valse - p. 4 : En finir avec la politique de Gribouille - p. 5 : La promesse de Oom - p. 6-7 : L'art de commander - p. 8 : L'ordre des nécessités - p. 9 : La philosophie de Vincent Peillon - p. 10 : Le secret de Louis XIV - Rush - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial.

Rédaction/administration
38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Faits divers et diversion

L'expulsion vers le Kosovo d'une jeune rom et de sa famille a déclenché une intense agitation politico-médiatique. Débat sur le Droit et les Valeurs ? Ou opération plus ou moins consciente de diversion, sur fond de règlements de comptes entre gens de gauche ?

Ce que je pense de Léonarda ? Rien. Je pense bien des choses sur l'immigration, sur la politique du chiffre qui aboutit à des placements injustifiés et coûteux en centre de rétention, sur les refus parfois aberrants opposés à ceux qui demandent la nationalité française... Mais je ne pense rien de Léonarda, car son cas ressort du fait divers qui n'aurait pas du sortir du cadre de la presse régionale.

Puisque t'en penses rien, pourquoi qu't'en parles, me direz-vous ? Parce que le fait divers est au sommet dans la hiérarchie de l'information. Parce que la politique se construit de plus en plus sur le fait divers – qu'il s'agisse d'une expulsion maladroite, d'une chikaya entre ministres ou d'un écart de langage. Si ma mémoire est bonne, le « Casse-toi pov'con » de Nicolas Sarkozy a occupé l'espace médiatique trois jours durant. Et nous voyons s'enchaîner les épisodes du feuilleton qu'on pourrait intituler « Valls et les chics filles » : après *Manuel et Christiane* (Taubira), après *Manuel et Cécile* (Duflot), voici *Manuel et Léonarda*, la jeune Rom arrêtée dans un car scolaire pour être expulsée en même temps que sa famille vers le Kosovo.

Le fait divers politique s'inscrit tout naturellement dans la longue série des faits divers qui mettent tour à tour sur le devant de la scène les pédophiles, les assassins d'enfants, les voyous de banlieue – alors

que les accidents du travail et les suicides d'agriculteurs, par exemple, sont ignorés ou traités sur le mode anecdotique. Avec Manuel Valls en Grand Méchant Loup officiel et à la suite de la polémique sur la destruction des camps illégaux de Roms, Léonarda faisait une bonne cliente pour les médias. Et même une excellente cliente puisque l'arrestation de la collégienne lors d'un déplacement scolaire a permis à l'aile gauche du Parti socialiste et à Jean-Luc Mélenchon de relancer l'offensive contre le ministre de l'Intérieur.

L'affaire étant devenue hautement politique, faut-il publier son opinion ? Non. Pierre Bourdieu avait raison de dire que le fait divers est fait pour rassembler les spectateurs dans un mouvement de compassion à l'égard des victimes innocentes. Il avait non moins raison d'ajouter que le fait divers « fait aussi diversion » (1). Il n'y a pas de complot des ploutocrates pour écarter les vraies questions et interdire de parole les vrais gens : entre deux séries de messages publicitaires, les médias fonctionnent à l'émotion rassembleuse et c'est ce type d'actu qui chasse les sujets importants. Pendant l'affaire Léonarda, la crise de l'agroalimentaire en Bretagne est passée à l'arrière-plan, alors que ses effets sont considérables pour la région et pour la nation.

Vous me direz que Léonarda n'a pas fait consensus, puisque les deux-tiers des sondés étaient favorables à son

expulsion. C'est vrai, mais il faut alors s'interroger sur le mode d'intervention des médias dans le jeu politique. On comprend les choix de Libération et de Médiapart, médias de gauche engagés contre Manuels Valls. Mais pourquoi BFM-TV a-t-elle appuyé la mobilisation de lycéens en faveur du retour de Léonarda, spontanément organisée par les courroies de transmission du Parti socialiste ? Mystère et boule de gomme. Ce qui n'est pas vraiment un mystère, c'est le mélange gauche libérale et droite libérale anti-nation et pro-mondialisation

Ce qui est lumineusement consternant, en revanche, c'est le président de la République, pris au piège du fait divers médiatique et d'un nouveau règlement de comptes entre socialistes. L'affaire, qui relevait effectivement de la simple enquête administrative, pouvait être rapidement traité par les services du Premier ministre. Il a fallu que François Hollande fasse une déclaration solennelle, le samedi 19 octobre, pour donner raison à tout le monde et annoncer le retour de Léonarda. Pour elle aussi, on a coupé la poire en deux : cette mineure peut revenir en France sans ses parents. C'est dire si, en haut lieu, on se fout du droit, des valeurs, des Roms et du Kosovo.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. l'article de Blaise Magnien et Henri Maler : « Flambee de faits divers dans les JT depuis dix ans », <http://www.acrimed.org/article4159.html>

L'écho des blogs

Le moral de nos armées.

Si l'intervention armée au Mali fut saluée comme un succès, contribuant à redonner des capacités diplomatiques maltraitées par l'ancienne présidence, les dernières péripéties syriennes du Quai d'Orsay ont hélas montré nos limites. Dans ces deux situations, c'est le poids et les capacités de nos armées à intervenir qui ont pu être appréciés. Elles ont révélé les forces et les faiblesses de nos moyens opérationnels. Les réactions en cours au projet de loi de programmation militaire 2014- 2019 s'en font tout naturellement l'écho. La haute hiérarchie militaire s'exprime, montrant son dépit et son amertume devant les dégâts programmés et les risques encourus demain, si la politique d'austérité décidée se maintenait.

Sur le site « La Saint-Cyrienne » le Général de corps d'armée Dominique Delort interpelle le Chef des armées François Hollande dans son éditorial du 3 octobre titré « *En grand désarroi ?!* ». Il lui écrit, « *Les autorités politiques doivent savoir que les inquiétudes sont grandes devant les réformes à répétition que subit la défense* » et de préciser ensuite qu'au cas où les décisions seraient maintenues « *Pire encore c'est le lien entre le politique et le militaire qui en serait durablement affecté et cette perspective débouche déjà sur une crise de confiance* ». Et de pointer les responsabilités ; assumant les siennes, il précise « *ce grand désarroi c'est au Chef des armées de le combattre pour ne pas décevoir des jeunes générations qui servent avec compétence et fidélité dans un monde instable où le volume des forces en cours de réarmement augmente sans cesse* »

François Hollande entendra-t-il le message dont il est destinataire ? Sa surdité aux autres alertes qui montent de toute la nation fait craindre que non... Pour plus de détails sur les réactions suscitées aux mesures annoncées accéder au site <http://www.opex360.com/> ou lire « *Le Manifeste des Sentinelles de l'Agora pour la sauvegarde de nos armées* » (2) publiée le 15 octobre par Médiapart.

François ENNAT

(1) <http://www.saint-cyr.org/fr/en-grand-desarroi-article-407.html>

(2) <http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-guerrini/151013/le-manifeste-des-sentinelles-de-lagora-pour-la-sauvegarde-de-nos-armees>

Encore un petit tour !

Le monde financier et médiatique est resté cette fois encore pendu aux lèvres des parlementaires américains. Bloqué depuis un mois, l'appareil fédéral américain allait-il une nouvelle fois repartir ou l'heure de vérité allait-elle enfin sonner ?

C'aurait été trop beau. Cette fois encore, un accord à l'arraché au Congrès a permis un nouvel élèvement de plafond de la dette américaine. Les républicains bloquaient le processus, comme d'habitude, espérant pouvoir pourrir un peu plus la position de l'exécré Obama. Cela dit, ce compromis ne règle en rien la situation des États-Unis. Une fois de plus, on gagne du temps sur le temps et dans trois mois, le même cirque va recommencer. Trouvera-t-on un nouvel accord, de plus en plus boiteux (1) ou enfin verra-t-on la vérité des choses se faire jour ? Cette situation amène à faire des commentaires tant au plan de la situation économique que de la situation politique aux États-Unis comme en Europe.

L'économie d'abord. Le « shutdown » (fermeture) qui a frappé des pans entiers, considérés comme non essentiels, de l'administration américaine, a bloqué son bon fonctionnement et mis en péril la très fragile reprise. En effet, au-delà de l'inexistence durant un mois de la gestion au quotidien de l'administration américaine, cette situation bloquait à la fois les commandes d'Etat, essentielles tant au géants américains de type Boeing, qu'à la multitude des petites entreprises qui assu-

rent la sous-traitance. Cette situation ne pouvait donc durer tant elle faisait peser une menace importante sur l'économie industrielle du pays.

Le défaut sur la dette ne serait pourtant pas aussi catastrophique qu'on veut bien nous le faire croire (1). Evidemment, il entraînerait quasi immédiatement un abaissement de la note de la dette souveraine américaine ce qui aurait inmanquablement pour effet de voir s'accroître les taux d'intérêt pratiqués. Non seulement ceux de la dette elle-même mais, par voie de conséquence, cela renchérirait le crédit dans un pays dont l'économie tient principalement par la facilité à se procurer de l'argent. La situation du dollar s'en trouverait amoindrie, ce qui aurait pour première conséquence de voir le taux de change avec l'Euro augmenter de manière sensible. Inutile de préciser que c'est ce dont notre monnaie-carcen commune n'a nul besoin. La reprise technique qui nous échoit se transformerait vite en nouvelle récession. En outre, la position du Dollar au plan international s'en ressentirait également. Déjà que bon nombre d'acteurs internationaux contestent cette situation et aimeraient assez y mettre un terme. Les Chinois ne se sont pas privés

pour le dire et d'autres, telle la Russie, y trouveraient volontiers leur compte. Si nos Eurarques avaient un tant soit peu de jugeote, ils tiendraient compte de cette situation et cesseraient de s'accrocher à leur satanée monnaie pour revenir à une gestion plus saine des choses. Autant dire que ce n'est pas pour demain. Les « vieux-croyants » de l'Euro ne tiennent pas vraiment à voir leur monde s'écrouler et que devienne enfin évidente leur incurie et leur bêtise.

Cela posé, la situation politique à Washington a de quoi rendre franchement inquiet. Ce pays est devenu ingouvernable. D'abord à cause de la radicalisation politique. Le parti républicain ne se remettra jamais d'avoir perdu le principal levier de commande (2) et au-delà de cela, sa perte d'influence dans le pays est sensible. 70 % des Américains le tiennent pour responsable de la situation. Les leaders républicains ont donc choisi la voie de la radicalisation, tenant à conserver leurs bastions les plus durs, les plus hostiles à la politique d'un Etat stratège et partisans de plus en plus résolu du repli sur soi. C'est une ligne de fracture extrêmement profonde entre deux américaines. Celle qui veut un mieux être et la conservation de sa

position dans le monde, et celle qui volontiers frileuse préfère les délices de l'entre-soi et refuse toute idée d'ouverture et toute acceptation des changements fondamentaux qui sont intervenus dans le pays et au premier plan desquels se situe l'évolution de la composition de sa population.

Ce n'est pourtant pas tout et la lecture de l'entretien publié par Francis Fukuyama (3) récemment en donne une illustration éclatante. Selon lui, la dérégulation et le paradigme de « l'efficacité des marchés » mis en avant par Eugène Fama dans les années 1970, amènent les lobbies à prendre de plus en plus d'importance et à se livrer à une politique de blocage de toutes les avancées qui ne leur conviennent pas. Leur puissance est telle qu'ils parviennent à empêcher la mise en pratique d'une politique dont leur pays a pourtant cruellement besoin. Le dogme de Fama a de long temps démontré son imbécillité et sa nocivité. Les « Petits Barons de Wall Street » comme les nomment les Chinois de plus en plus exaspérés, devraient enfin s'en rendre compte. L'égoïsme et la défense des intérêts particuliers prennent le pas sur le vivre ensemble et la saine politique. Le peuple américain en est parfaitement conscient qui en vient à une bonne majorité à souhaiter purement et simplement le remplacement de ses hommes politiques... La boussole américaine est définitivement détraquée, il est temps d'en trouver une nouvelle.

Charles GUÉMENE

 (1) Blog de Jacques Sapir <http://russeurope.hypotheses.org>.

 (2) Royaliste numéro 1025, entretien avec Christophe Deroubaix auteur du « Dictionnaire (presque) optimiste des États-Unis ».

 (3) « The Independent » du 11 octobre 2013, cité dans l'excellent article de Hélène Nouaille in « La Lettre de Léosthène » : <http://>

Rouge Méditerranée

« Mellonta Tauta - Je ne fais que m'arrêter un instant sur le seuil terrible du Futur » Edgar Allan Poe. Pour lui, écrivant en 1848, le spectre était la démocratie universelle. Pour nous aujourd'hui, c'est la migration universelle.

En 1848, le nouvelliste américain se projetait en 2848 ! Jean-Marc Ayrault n'a pas de ces audaces : 2025 c'est dans douze ans. Les experts sur le changement climatique, eux, nous transportent en 2050. On estime que quarante pour cent des Français vivant aujourd'hui vivront encore à cette échéance. Les autres peuvent se dire : « après nous le déluge ». L'une des perspectives ouvertes par ce changement serait le déplacement de populations entières menacées par le relèvement du niveau des mers, ce qui ne manque pas de sel lorsqu'on a assisté à une migration continue de l'intérieur des terres vers les côtes dans tous les pays du monde. La migration la plus importante est ainsi celle de près de deux cent millions de Chinois des campagnes vers les embouchures des grands fleuves et les immenses villes portuaires.

Tout ceci pour relativiser la menace que ferait peser sur l'Europe la vague de migrants en provenance du sud échoués sur l'îlot de Lampedusa ou à Malte. La majorité des réfugiés somaliens se trouvent au Kenya voisin, avec les conséquences que l'on a vu sur la stabilité de ce pays fragile. La majorité des réfugiés syriens sont en Turquie et en Jordanie. Les réfugiés qui cherchent à

rejoindre directement l'Europe occidentale sont une poignée en proportion. La majorité des migrants en Europe sont intra-européens et viennent de l'Est et non du sud de la Méditerranée. Les pays où l'immigration est la plus nombreuse en chiffres absolus sont de loin les Etats-Unis puis la Russie ; en termes de pourcentage, c'est la péninsule arabe. En Europe, on se situe aux environs de 10%, fort loin de la majorité même à terme. Historiquement, les migrations, essentiellement de l'Europe vers les Etats-Unis au long du dix-neuvième siècle, ont concerné à peu près 10% de la population ; aujourd'hui, tout type de migration compris, on n'atteint pas 3%. Entretemps la population mondiale a plus que doublé.

Toutes ces vérités sont toujours bonnes à répéter, mais il semble que le problème se soit déplacé. Les réactions aux derniers naufrages à Lampedusa et Malte ont d'ailleurs frappé par l'importance de l'émotion. La priorité donnée à cette problématique par le Pape François et l'ampleur exceptionnelle de la catastrophe expliquent en partie l'élan de compassion qui s'est manifesté en Italie, en Europe et dans le monde, autour des cercueils de la mer. Elles n'ont pas suffi à provoquer une prise de conscience débouchant sur une solidarité plus grande au sein de l'Union

européenne sinon pour des mesures semi-symboliques comme l'augmentation des moyens de Frontex qui coordonne (depuis Varsovie) les unités aériennes et maritimes de contrôle des frontières. Comme toujours on traite les symptômes.

Le grand débat attendu n'a pas eu lieu. Contrairement à l'élection présidentielle française de 2007, où le candidat Sarkozy en avait fait son thème central, l'immigration ne paraît plus le meilleur angle d'attaque en vue des prochaines échéances électorales. Il avait fait le jeu de Marine Le Pen. La crise économique et l'avenir de l'euro sont les nouveaux chevaux de bataille, y compris au FN. Bien sûr, on ne va pas tirer sur une ambulance. Un migrant mort est un bon migrant. Mais le changement de thématique va au-delà.

Ne serait-il pas temps en effet de confronter les peuples européens à leur proche avenir, aux effets inévitables des grandes migrations internationales qui se dessinent tous azimuts ? La peur pétrifie les partis classiques : vous n'y pensez pas ! ? On annonce déjà un succès sans précédent des droites dites populistes aux européennes. Justement : les partis classiques et tout ce que l'Europe compte d'esprits dits raisonnables ou modérés s'ef-

forcent de montrer l'inanité des arguments économiques mis en avant par le FN et les autres partis anti-européens par rapport à la monnaie. Peine perdue, c'est se battre sur le terrain choisi par l'adversaire. Pourquoi ne pas se saisir au contraire des thèmes abandonnés par lui : l'immigration, à la condition de ne pas, comme par le passé et par les mêmes bons esprits, batailler sur le terrain des avantages controversés de l'immigration sur les plans démographiques et économiques ? On sait désormais que le tabou de l'immigration n'était qu'un voile sur le refus d'affronter quelques-uns des vrais problèmes de société qui en sont les corollaires, dont le problème religieux, mais pas seulement ni en premier lieu : les problèmes de territoires urbains, d'éducation, d'autorité familiale, et aussi de relations internationales et enfin de conflits internationaux. Eh bien, abordons-les ! Et sachons susciter la peur inverse, - et la honte, dit le Pape - des effets de la répression de l'immigration version populiste, de droite comme de gauche, de l'extrême comme du centre : l'armée et la marine aux frontières, formées à la lutte contre « l'ennemi intérieur », la remilitarisation de la Méditerranée, peut-être des incidents graves, des expéditions punitives, des représailles, le rapatriement forcé, pas dix mille clandestins mais de dix fois plus, la ségrégation officielle, dans les textes, des murs à l'intérieur ou à l'extérieur des villes, la guerre urbaine. Non plus les fleuves qui descendent à la mer, mais la mer qui remonte les fleuves. En 1968, un politicien britannique, Enoch Powell, faisait scandale en évoquant le spectre de l'arrivée en Europe, à terme, d'émeutes raciales analogues à celles qui alors embrasaient l'Amérique, « *le Tibre rougi de sang* » du poète Virgile. Quarante cinq ans plus tard, c'est la Méditerranée qui est rougie de sang.

Yves LAMARCK

Une autre histoire

Qu'en est-il de la 3ème République ? Faut-il y voir la matrice du « modèle républicain » qui serait au fondement de notre identité ? Doit-on au contraire additionner ses promesses non-tenues pour fabriquer une légende noire ? Récemment publiés, les travaux de jeunes historiens codirigés par Christophe Prochasson font apparaître une autre histoire, complexe, qui balaie nombre d'idées reçues et nous permet de reconsidérer la classe ouvrière, l'école publique, la laïcité, le rôle des femmes dans la vie politique...

Royaliste : A la lecture des diverses contributions que vous publiez, cet ouvrage est moins une contre-histoire qu'un renouvellement des perspectives...

Christophe Prochasson : C'est le fruit du travail d'une nouvelle génération d'historiens, qui n'a certes pas balayé d'un revers de main le travail des prédécesseurs. Elle a moins fait une « contre-histoire » selon le titre choisi par l'éditeur qu'une autre histoire qui intervient dans un contexte historiographique et politique qu'il faut préciser.

Il y a une trentaine d'années, les historiens ont recommencé à faire de la République l'objet central d'une histoire politique. C'est en 1982 que paraît « L'idée républicaine en France » de Claude Nicolet, alors que la gauche, au pouvoir depuis un an, s'aperçoit qu'elle n'a pas rompu avec le capitalisme comme elle l'avait annoncé et constate que son patrimoine idéologique est sérieusement écorné. La République a constitué le canot de sauvetage de la gauche qui l'avait quelque peu oubliée en raison de sa référence au marxisme. Ainsi, Jean-Pierre Chevènement, qui « découvre » la République en

lisant Claude Nicolet, développe la thématique républicaine à partir de 1984 lorsqu'il est ministre de l'Education nationale. On voit alors paraître des travaux d'historiens qui constituent une histoire républicaine de la République : Nicolet s'attache aux origines intellectuelles, fort composites, de la République ; Maurice Agulhon s'intéresse à la symbolique républicaine et aux dispositifs de républicanisation du territoire ; d'autres travaux, ceux d'Odile Rudelle par exemple, ont mis en avant l'idée d'un modèle républicain qui nous a beaucoup irrités. Par ce modèle, on voulait affirmer que quelque chose était définissable une fois pour toutes et devait faire référence dans l'espace politique.

De plus, dans les années 90, il y a eu véritablement une contre-histoire de la République, écrite par des historiens qui ont mis en évidence les promesses non-tenues de la République, ou plus exactement les « trahisons » de la République par rapport à ses propres valeurs, tout particulièrement l'exclusion des femmes de la citoyenneté, la colonisation et le racisme culturel, le statut de la classe ouvrière. C'est donc une histoire critique qui vient surtout de la gauche et de l'extrême-gauche.

La nouvelle génération d'historiens que j'évoquais a un rapport tout à fait différent à la politique, ce n'est pas une génération dépolitisée mais elle est fort détachée à l'égard de cet héritage.

Royaliste : Quelle est l'idée fondamentale de cet ouvrage ?

Christophe Prochasson : Il s'agissait de se dégager du débat stérile qui opposait la première historiographie à la seconde en s'interrogeant sur la 3ème République. Nous voulions aussi mettre l'accent sur une dynamique historique, non sur un modèle à défendre ou à célébrer. Ce qui intéresse tous les auteurs de l'ouvrage, c'est l'histoire d'un accomplissement ou d'un inaccomplissement, de volontés qui se heurtent à un ensemble de contraintes.

Nous nous sommes aperçus que l'évocation de la République, chez les hommes politiques, renvoie à la 3ème République ; à l'intérieur de ce régime, l'accent est mis sur la première partie de son histoire qui serait ce que Claude Nicolet appelait le « modèle athénien ». Nous avons donc revisité ces mythes et ces fondamentaux pour voir ce qu'il en était réellement.

Royaliste : Qu'en est-il de l'idée républicaine ?

Christophe Prochasson : La doctrine républicaine n'est pas stabilisée. Il y a une inspiration kantienne mais aussi une influence positiviste chez Jules Ferry puis la greffe socialiste après 1880. Ce n'est donc pas le Parti radical, ni le philosophe Alain qui incarnent à eux seuls cette doctrine, beaucoup plus riche que ne le croient les tenants du « modèle républicain ».

Au début de la 3ème République, « la révolution entre au port » comme le disait François Furet : les Français se mettent d'accord sur les institutions – même si certains continuent de vouloir la monarchie. La loi de 1884 dit que la forme républicaine du gouvernement ne peut plus être remise en cause. Mais ce qui dégrade beaucoup la réputation du régime entre les deux guerres, c'est la corruption même si, avant 1914, il y a tout de même eu Panama et d'autres scandales.

Nous observons la même complexité sur le plan des institutions. La République d'avant 1914 est vraiment parlementaire mais se modifie profondément après 1918 lorsque le pouvoir exécutif, les partis et l'utilisation des décrets-lois jouent un rôle majeur.

Royaliste : Vous avez également réexaminé la question de l'école...

Christophe Prochasson : L'école républicaine a favorisé l'inégalité en créant deux cursus parallèles : l'enseignement primaire et l'enseignement se-

condaire, dans lequel les femmes sont sous-représentées. Mais elle a fonctionné de façon très efficace dans l'apprentissage des matières fondamentales et dans la diffusion des croyances égalitaires qui compensent les inégalités sociales.

Royaliste : Comment avez-vous repris la question de la laïcité ?

Christophe Prochasson : Dans les années 1880, les plus laïcs des républicains étaient convaincus que la laïcité les conduirait à un monde sans tyrans et sans dieu, comme le disait Jules Ferry. Ils voulaient donc liquider le christianisme et n'envisageaient pas de collaborer avec l'Eglise. Cependant, les républicains sont prudents. Dans sa fameuse lettre aux instituteurs, Jules Ferry dit en substance que leur message ne doit pas choquer le moindre père de famille. Il y a un durcissement au début du siècle, dans le contexte très particulier de l'affaire Dreyfus au cours de laquelle les catholiques et les républicains s'opposent frontalement. Après l'Affaire, les gouvernements règlent des comptes. En 1906, les Inventaires provoquent des violences et il y a des morts. Mais par la suite des consignes de modération sont données à l'administration.

Jean-Pierre Machelon avait publié en 1976 un ouvrage intitulé « La République contre les libertés » qui portait sur ce que Pierre Rosanvallon a appelé plus tard l'illibéralisme républicain. Certes, la 3ème République a accordé le droit d'association mais il a fallu attendre la loi de 1901 et vous savez qu'il n'y a toujours pas de droit de manifestation. Pour ce qui concerne les cultes, l'application rigide des lois laïques ont aliéné de belles figures républicaines qui s'étaient engagées pour Alfred Dreyfus. Il y eut des tensions extrêmes mais la 3ème République a composé pendant un quart de siècle avec les religions avant d'adopter la loi de séparation et, après 1918, les lois laïques n'ont pas été étendues à l'Alsace-Lorraine.

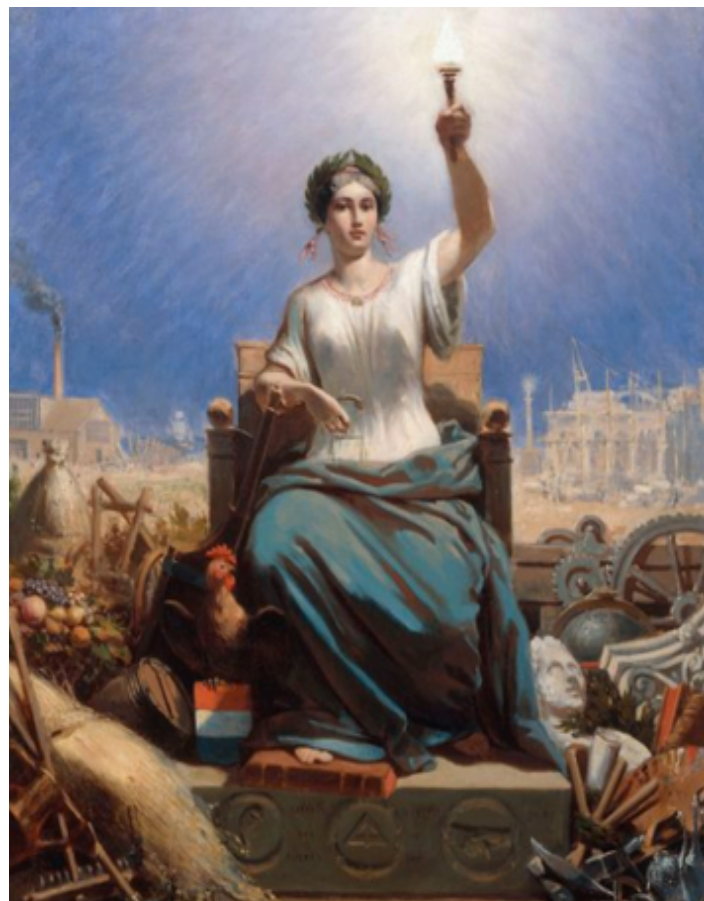
Royaliste : Comment envisagez-vous les questions sociales sous la 3ème République ?

Christophe Prochasson : Je voudrais d'abord évoquer la situation des femmes. Elles ne disposent pas du droit de vote mais elles jouent un rôle décisif comme institutrices en délivrant comme leurs collègues masculins le message républicain. Ce sont aussi des militantes qui déploient une activité importante au sein des partis et le gouvernement du Front populaire compte trois femmes : Irène Joliot-Curie, Cécile Brunschvicg, et Suzanne Lacore.

Quant à la classe ouvrière, le schéma classique oppose la France à l'Allemagne : la 3ème République aurait politiquement intégré la classe ouvrière qui serait restée socialement exclue à l'inverse de l'Allemagne qui aurait intégré socialement les ouvriers par la législation bismarckienne tout en les maintenant à l'écart de la vie politique. Il faut cependant remarquer que la classe ouvrière française était moins républicanisée qu'on ne le prétend. De plus, l'œuvre sociale de la 3ème République n'est pas aussi nulle qu'on l'affirme et ne se réduit pas à un face-à-face entre l'Etat et l'individu hors de tout corps intermédiaire. Il y a la loi de 1884 sur les syndicats, la loi sur les accidents du travail, la création du Conseil supérieur du travail en 1891, la loi sur les retraites ouvrières de 1910 – sans oublier le rôle intégrateur joué par l'école. La République est toujours un projet : ce qui fait la force de la société française sous la 3ème République, c'est qu'on attend toujours l'accomplissement de promesses.

Royaliste : Vous dites que la classe ouvrière était moins républicanisée qu'on le prétend. Pouvez-vous préciser ?

Christophe Prochasson : A l'intérieur du mouvement ouvrier, est apparu à la fin du 19ème siècle un courant syndicaliste révolutionnaire composé de militants d'extrême



gauche qui ne sont pas républicains : ils sont antimilitaristes parce que l'armée réprime les manifestations syndicales, ils sont antiparlementaires et plus généralement hostiles au système politique. Cette pensée est représentée par Georges Sorel et dans les années 1906-1909 la répression anti-ouvrière menée par Clemenceau conduit ces militants syndicalistes en prison où ils retrouvent des monarchistes : ces rencontres ont donné lieu à la constitution du Cercle Proudhon.

Royaliste : Dans les luttes de classes, qui domine sous la 3ème République ?

Christophe Prochasson : Rien n'était gagné d'avance car la 3ème République n'est pas née d'une révolution mais d'une défaite militaire. Il a fallu une bonne dizaine d'années pour que les élites bourgeoises s'emparent d'un Etat qui ne leur était pas donné. C'est donc un régime bourgeois, fondé sur une alliance de la bourgeoisie avec la paysannerie – d'où la position ambiguë de la classe ouvrière qui n'est

pas la bienvenue. Quelle paysannerie ? La républicanisation est précoce dans la France du sud plus tardive dans le centre de la France. Il faut donc être prudent. Il faut aussi savoir de quelle république il s'agit : les conceptions sont très variables dans la population française. N'oublions pas non plus que la République s'est instituée sur la base de logiques clientélistes avec un député qui est déjà un prestataire social.

Enfin, les républicains de la 3ème sont moins jacobins qu'on ne le croit. L'instituteur n'a pas été l'instrument de la destruction des identités régionales selon le cliché encore très répandu : ils ont respecté les petites patries, ils parlaient quand il le fallait les langues et patois locaux pour se faire bien comprendre quand les élèves parlaient mal le français.

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

📖 *«Une contre-histoire de la IIIème République»* sous la direction de Marion Fontaine, Frédéric Monier, Christophe Prochasson. Editions La Découverte, 2013. 26,50€.

Assassins sans frontières

Le drone est-il une nouvelle arme de guerre, pleinement rassurante pour ceux qui l'emploient, ou un ensemble de dispositifs techniques visant à l'assassinat sans frontières ? Grégoire Chamayou répond selon l'éthique, le droit et la philosophie politique.

Sur l'écusson du drone *MQ 9 Reaper*, une devise qui résume l'objectif de ses concepteurs : « Que les autres meurent ». Les machines qui bourdonnent dans le ciel du Pakistan surveillent en permanence de vastes étendues, enregistrent d'innombrables images qui permettent de suivre les déplacements suspects, d'écouter les conversations téléphoniques, d'identifier les ennemis et de les éliminer par le tir d'un missile embarqué. A des milliers de kilomètres du Waziristân et du Yémen, des opérateurs confortablement installés au Nevada font les trois-huit pour télécommander ces *appareils (de combat) sans équipage* que nous appelons drones.

Un officier américain a résumé en termes élégants le grand avantage du drone : il permet de « projeter du pouvoir sans projeter de vulnérabilité ». De tous temps, l'Etat souverain a projeté son pouvoir en envoyant sur le terrain des soldats chargés de tuer les ennemis. Aujourd'hui, il est possible de montrer son pouvoir sans risquer une seule vie « amie ». Les partisans du drone vantent cette invulnérabilité du combattant, obtenue selon un excellent rapport entre le coût de la machine et l'efficacité de la frappe. De fait, les patrouilles

effectuées par ces appareils ont augmenté de 1 200% entre 2005 et 2011 et les résultats sont impressionnants : entre 2 640 et 3 474 personnes ont été tuées par drones entre 2004 et 2012. Au lieu d'enfermer illégalement des terroristes réels ou supposés à Guantanamo, on les élimine : *tuer plutôt que capturer*, telle est la doctrine officieuse de Barak Obama, qui désigne lui-même les cibles sur une *kill list*.

La théorie du drone et la pratique qu'elle induit n'ont pas convaincu Grégoire Chamayou (1). La machine n'est pas invulnérable en toutes circonstances : elle opère facilement dans des régions déshéritées, contre des combattants faiblement équipés, mais ses systèmes électroniques peuvent être brouillés. A quand les drones bricolés, qui pénétreront dans les camps retranchés ou qui exploseront sur les stades bondés ? Surtout, la reconnaissance des cibles humaines est grossière et il arrive souvent que des citoyens paisiblement assemblés soient pulvérisés par un missile *hellfire* parce que leur comportement ressemblait à ceux des Talibans selon les données fournies par la machine aux analystes de l'*US Army* et de la CIA. On tire sur des silhouettes floues, selon des relevés téléphoniques...

On tire et on tue, mais est-ce bien la guerre ? On célèbre aux Etats-Unis une « arme humanitaire », qui serait le moindre mal dans la « guerre contre le terrorisme ». Sophismes et billevesées ! Le choix du moindre mal signifie qu'on a choisi le mal et le drone s'en trouve disqualifié comme arme morale. S'il est vrai que les drones épargnent des vies américaines, il permet de détruire des vies pakistanaises et yéménites qui n'auraient jamais été exposées si les drones n'avaient pas existé – à moins de risquer la vie de commandos américains. « *Alors que l'éthique s'est classiquement définie comme une doctrine du bien vivre et du bien mourir*, note Gérard Chamayou, *la nécroéthique se constitue comme une doctrine du bien tuer* ».

Du point de vue militaire, le drone permet d'abandonner les objectifs politiques de la contre-insurrection pour des techniques anti-terroristes qui répandent la haine des Américains et alimentent le terrorisme. La stratégie s'efface devant une tactique vengeresse qui évoque la chasse à l'homme conçu comme animal nuisible. On éradique, à l'infini. Dès lors, c'est le principe même de la guerre qui se trouve anéanti. Dans le conflit armé, celui qui tue ne commet pas un crime parce qu'il met

en jeu sa propre vie : chacun ayant le droit de tuer après la déclaration de guerre, il y a égalité juridique entre les combattants – la question morale relevant d'un autre ordre. Le drone ruine cette égalité puisque ceux qui télécommandent ses missiles ont reçu un permis de tuer sans risquer la mort. On ne fait pas la guerre avec des drones : on mène des campagnes d'assassinats.

On s'étonne, mais pas trop, de la faiblesse des réactions de la prétendue communauté internationale car il y a péril pour toutes les nations. Comme le dit Grégoire Chamayou, nous voyons s'établir « un droit d'intrusion ou d'empiètement universel qui autoriserait à courir sus à la proie partout où elle se réfugie, quitte à fouler aux pieds le principe d'intégrité territoriale classiquement attaché à la souveraineté étatique ». Tout Etat décrété « défaillant » ou « voyou » par le gouvernement américain peut être découpé selon la méthode de la *kill box*, ou *zone autonome de tuerie temporaire*. Bien entendu, d'autres grandes puissances se préparent à imiter les Etats-Unis, avec les mêmes conséquences subversives qui finiront par détruire la République en tant que telle.

Le drone permet le retour à la conception impérialiste du pouvoir qui s'arroge un droit de vie et de mort – *jus vitae necisque* – alors que les citoyens avaient conquis le droit d'autoriser la guerre par le biais de leurs représentants élus. Le droit du Parlement n'est pas encore annihilé mais le risque est grand que le pouvoir politique devienne un appareil d'Etat branché sur des machines à tuer dont on développerait l'autonomie pour donner aux dirigeants un agréable sentiment d'irresponsabilité.

Bertrand RENOUVIN

 (1) Grégoire Chamayou, « *Théorie du drone* », Editions La fabrique, 2013.

Finkelkraut et l'identité malheureuse

Le seul nom d'Alain Finkelkraut déchaîne désormais les passions. Son dernier essai, à peine sorti, provoque la polémique, envenime les aigreurs. Il suscite, il est vrai aussi, des manifestations d'attachement et de reconnaissance. C'est qu'il aborde de front les sujets qui fâchent et désigne des zones sensibles, là où ça fait mal. D'où la difficulté extrême de prendre de la distance avec sa pensée. On ne peut être qu'ardemment pour ou violemment contre, d'autant que pour corser les choses, les motifs principaux de l'identité malheureuse renvoient à une actualité brûlante : les progrès du Front national dans l'opinion et dans les urnes, l'expulsion de lycéens du territoire en raison de leur statut de non-droit. Et pourtant, la rhétorique du professeur émérite à Polytechnique n'est pas vraiment de nature polémique. Elle ne comporte pas de mots violents ou de charges acerbes. Elle ferait plutôt écho à une conscience malheureuse, à une souffrance intérieure qui s'expriment sur le mode du détour littéraire, de la médiation de la mémoire, du recours aux grands auteurs. Il est vrai que, pour certains, ce serait une cause supplémentaire d'irascibilité. L'écrivain n'a pas peur d'endosser les vêtements de la distinction, honnis par Bourdieu et les siens. Ses pages sur la galanterie française sont insupportables à ceux qui dégagent au moindre soupçon de sexisme. Plus généralement, c'est la posture résolument rebelle aux modes et aux mœurs qui alimentera le réquisitoire contre un mécontentement (allusion à son beau livre sur Charles Péguy) qui ne craint plus les quolibets lancés aux réactionnaires impénitents.

Quitte à encourir les mêmes reproches, je ne cacherai pas mon plaisir de lecteur, heureux de goûter une pensée si éprise de la langue française. Que m'importe qu'on se moque de la manie des citations d'un khâgneux non repent, il y a tout au long de *«L'identité malheureuse»* des pépites qui me ravissent. Ainsi, cet instantané de Proust, en contemplation devant les deux colonnes de la Piazzetta de Venise, portant sur leurs chapiteaux grecs, l'une le lion de saint Marc, l'autre saint Théodore parlant aux pieds du crocodile : « Tout autour, les jours actuels, les jours que nous vivons circulent, se pressent en bourdonnant autour des colonnes, mais là brusquement s'arrêtent, fuient comme des abeilles repoussées ; car elles ne sont pas dans le présent, ces hautes et fines enclaves du passé, mais dans un autre temps où il est interdit au présent de pénétrer. » Alain Finkelkraut est trop heureux de prendre l'auteur de la recherche du temps perdu à témoin pour glorifier la place inviolable du passé et du même coup accuser la pratique du Net de désarticuler la lecture : « Le livre propose un monde ; l'écran fluidifie le monde ; lire un livre, c'est suivre un chemin ; la lecture sur un écran est un sport de glisse. » On trouvera que le jugement est abrupt et que de grands lecteurs peuvent aussi utiliser l'instrument comme une aide et non comme un carcan. Il n'empêche que c'est bien notre relation à la culture qui est en cause et que l'on peut légitimement se demander ce qui résultera de la fin d'une certaine transmission du savoir et de la civilisation scolaire. D'où cet appel

au Péguy des *Suppliants parallèles* : « Il y a un abîme pour une culture [...] entre figurer à son rang linéaire dans la mémoire et dans l'enseignement de quelques savants et dans quelques catalogues de bibliothèques et s'incorporer au contraire, par des études secondaires, par des humanités, dans tout le corps pensant et vivant, dans tout le corps sentant de tout un peuple [...] dans tout le corps des artistes, des poètes, des philosophes, des écrivains, des savants, des hommes d'action, de tous les hommes de goût, [...] de tous ces hommes en un mot qui formaient un peuple cultivé, dans le peuple au sens large. » Insupportable nostalgie ?

J'aggraverai encore mon cas en marquant mon adhésion à l'insistance de Finkelkraut sur la notion d'*aidos*, en tant que vertu centrale en matière d'éducation, mais aussi de civilité dans la vie sociale : « *L'aidos, c'est la réserve, la modestie, la pudeur qui naissent, en nous, de l'intériorisation du regard des autres. A l'enfant encore alogique, l'aidos permet de recevoir l'empreinte de la transmission et d'accéder ainsi au logos.* » En me référant à une antique anthologie des racines de la langue grecque, qui m'accompagne depuis l'adolescence, je constate, en effet, qu'*aidos* renvoie à la pudeur, à la honte et au respect. Et que le verbe qui lui correspond illustre très bien l'attitude qui les accompagne, car respecter, c'est rougir face à une inconvenance, peut-être témoigner de sa propre incivilité.



par Gérard Leclerc

En quoi ce genre de raffinements se rapporte-t-il aux débats brûlants dont nous parlons ? Dans Marianne, Aude Lancelin reproche à Alain Finkelkraut de « ne jamais arriver à vider son sac, celui-là même qu'il déballe par exemple le 22 septembre dernier aux auditeurs de RJC en se lançant dans une défense enflammée de la préférence nationale. » De même, Frédéric Martel (slate.fr) est plus virulent encore, qui reproche à l'écrivain d'être « subtilement dangereux ». Divaguer sur la culture, argumente-t-il, n'est guère dangereux, mais soupçonner les Français issus de l'immigration de ne pas vouloir s'intégrer, en se reconnaissant débiteurs du pays qui les accueille, c'est vraiment grave : « *Entre les lignes, Finkelkraut écrit des choses affreuses. Peu importe le vernis des belles phrases.* » En clair, l'auteur de *«L'identité malheureuse»* est accusé de renforcer la xénophobie ambiante en faisant de l'immigré le bouc-émissaire de toutes nos difficultés. Je n'approuve pas, pour ma part, le procès unilatéral que Martel développe contre Finkelkraut, même si je reçois avec intérêt sa discussion du concept de laïcité. Il me semble, en effet, qu'à se vouloir trop bon républicain, Finkelkraut n'envisage pas assez les ambiguïtés de la laïcité à la française. L'opposition qu'il rappelle entre le curé et l'instituteur ne se réduit nullement en un conflit entre une autorité « devant laquelle la pensée s'incline » et une autre « par laquelle la pensée s'affirme ». Le dogme peut illuminer une pensée et la rationalité rabougir le concept... Mais ce serait à développer ! Constatons qu'à ce stade la discussion apparaît comme bloquée. Et pourtant ! Ce n'est sûrement pas à jouer à l'autruche qu'on répondra aux réelles interrogations et angoisses de nos concitoyens. L'immigration de masse change, qu'on le veuille ou pas, nos manières de vivre et nos modes de pensée. Le rapport à la culture du pays d'accueil n'est pas un sujet à dédaigner. Pour autant, il serait périlleux de considérer que toutes les questions posées débouchent nécessairement sur des apories, des impossibilités et des conflits irrémissibles. Français, encore un effort pour se montrer dignes des défis qui sont les nôtres, en faisant des obstacles des tremplins pour l'avenir.



Alain Finkelkraut, *«L'identité malheureuse»*, Stock.

L'histoire de l'histoire sans faire d'histoires !

On s'en souvient encore, nous nous étions fort énervés à propos des sorties historiques de l'ex-président et de son conseiller spécial, rédacteur de ses discours, sur l'identité nationale...

Nombre d'entre nous ne serons pas fâchés du retour aux sources que le professeur Sylvain Venayre nous propose dans son dernier livre « *Les origines de la France* » qui soit dit en passant est mieux titré par son sous-titre : « *Quand les historiens racontaient la nation* », car il n'est nullement question des origines selon Venayre mais bien d'une histoire des histoires des origines vues par les historiens.

Un mot sur l'auteur car ses recherches anciennes et autres ne le conduisaient certes pas à cette étude. De l'école d'Alain Corbin, plus proche de l'école des Annales que de l'histoire événementielle, il s'intéresse plus aisément à l'apparition d'un mot qui conduit souvent à un concept qu'à une longue digression sur un quelconque moment de l'histoire. Intéressé par le voyage, on ne pouvait l'attendre sur un tel sujet. Et pourtant, certainement grâce à cela, il nous raconte l'histoire de l'histoire des dates de l'origine de notre pays. Mais au fond c'est bien à un voyage qu'il nous invite, un voyage dans les concepts fabriqués pour justifier l'identité nationale.

Il est vrai que depuis que la France a perdu la tête en coupant la tête de son roi, les liens qui nous lient sont bien flous

et peu rassembleurs. La republica ne se bâtit pas sur une idéologie sans si perdre et nous perdre ! Mythologiquement, dès l'origine, la future France fut rassemblée par la geste de Clovis et de ses enfants, reprise par les Robertiens quatre siècles après. Dire cela, ce n'est point refuser que précédemment il y eut des occupants sur le territoire assemblé. Mais on aura beau inventer des découvertes et des théories rien ne changera dans ce bas monde. Si l'on cherche des ancêtres ils nous faut remonter bien loin... jusqu'aux artistes peintre qui s'exprimaient dans les grottes et constater que l'espace fut occupé par de nombreuses familles et pas seulement par les celto-gaulois qui furent eux-aussi des envahisseurs. Certes de tout cela, et de bien d'autres choses encore, ils nous reste de belles traces. Mais penser que cela nous a constitué un pays de France ne peut être acceptable qu'idéologiquement.

Chassant l'unificateur, les hommes du dix-neuvième ont cherché dans les traces historiques, dans l'idéologie, les fondements de la nation. Au lendemain de la Révolution, lorsqu'il apparut que les recherches historiques ne pouvaient plus concerner la royauté mais le peuple tout entier, la question fut posée avec une insistance extraordinaire. Rapidement on

se tourna vers les historiens pour qu'ils nous donnent une réponse... Elle hanta les frères Thierry, Guizot, Michelet, Quinet, Fustel de Coulanges, Vidal de la Blache, Lavis, Jullian. Les origines nationales devinrent l'objet d'une quête qui, pendant plus d'un siècle, mobilisa les meilleurs historiens du pays. Il faudrait relever en parallèle l'apparition des théories fondatrices et l'apparition de telle ou telle théorie politique pour mieux saisir l'imbrication de l'une et l'autre. Et pas seulement ! Car le chercheur n'est pas ignorant de son temps, l'apparition des théories évolutives, des théories raciales, des théories linguistiques conduisent à l'apparition de telle ou telle interprétation de l'histoire de la nation. Ce nationalisme issu de la Révolution a eut besoin de se construire pour justifier sa prise de souveraineté par la bourgeoisie. Né dans les brumes libérales parfois conservatrices, parfois républicaines, les discussions s'enchaînent les unes aux autres, se combattent, fabriquent momentanément une justification à la modernité. Ainsi deux théories seront vite abandonnées car justifiant la nation d'outre Rhin : la théorie linguistique et la théorie raciale... ce qui n'empêcha pas quelques tenants de l'une ou l'autre de se répandre par ici pour justi-

fier la République. A la fin du siècle l'affaire est bouclée, la naissance du nationalisme de gauche, principalement dans les milieux blanquistes, accompagnera un racisme très vite antisémite. La droite, ralliée à la République ou non, se construira une doctrine nationaliste et les deux se rejoindront autour de l'aventure du boulangisme et d'une république autoritaire. De ce galimatias, inconsciemment ou non, nous véhiculons aujourd'hui une conception de la République qui nous rend mal à l'aise.

En dix brefs chapitres suivis d'une petite anthologie, cet essai à l'écriture alerte examine les théories qui tentèrent d'élucider le mystère. On y reconnaîtra les Francs, les Gaulois, le baptême de Clovis, l'héritage romain, la « révolution » du XIIe siècle, celle de 1789 ou encore les débats qui entourèrent les notions de territoire, de langue et de race. On y retrouvera aussi les métaphores de l'arbre, du sang, de la famille, de la personne, du fils, du chêne, par lesquelles les historiens exprimèrent alors leurs conceptions des origines nationales.

Ces conceptions font sourire les historiens d'aujourd'hui, héritiers de ceux qui, depuis les années 1930 au moins, ont brillamment dénoncé « l'idole des origines ». Mais elles demeurent présentes dans le débat public, où la dangereuse notion d'« identité nationale » a conforté leurs positions. En rappelant l'histoire de ces théories et de leur réfutation, Sylvain Venayre propose une solution élégante et savante pour les ??? en chasser. Car faire l'histoire d'un problème, c'est sans doute la meilleure manière de commencer à le résoudre.

François-Marin FLEUTOT

 Sylvain Venayre, « *Les origines de la France - Quand les historiens racontaient la nation* », Editions du seuil 2013

CARNET

La convalescence de notre ami **Yvan AUMONT** se poursuit dans de bonnes conditions. Il retrouve peu à peu ses moyens, même si sa parole mettra un peu de temps à revenir à la normale. Merci à tous ceux qui lui ont témoigné par leur visite ou par leurs lettres, un soutien indéfectible.

Nous avons la tristesse de vous annoncer le décès de notre ami **Philippe COHEN**. Journaliste à «Marianne», responsable pendant longtemps du site «Marianne2», son positionnement peu européiste et son ouverture d'esprit avaient fini par l'obliger à quitter le magazine.

Victime d'une maladie foudroyante, il est décédé lundi 21 octobre. Habitué de nos Mercredis et ami de longue date de notre maison, nous le regretterons infiniment. Nous présentons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

Nous lui rendrons hommage dans notre prochain numéro.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12ème) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures précises. Accueil à partir de 19h45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 Euros est demandée. Elle s'achève à 22 heures. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 Euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

♦Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 6 novembre :

Ecrivain et journaliste indépendant, **Raphaël Krafft** a été correspondant à Gaza et en Irak. Collaborateur régulier de Radio France et de radios étrangères, amateur de voyages à vélo, il s'est engagé dans l'armée française pour aider la Légion étrangère à créer une radio en langue pashtô dans le district afghan de Surobi.

Intégré au 2ème Régiment étranger d'infanterie, le capitaine Krafft raconte dans son livre comment il est devenu le Captain Teacher, créa-

teur «*Une radio libre en Afghanistan*».

Voici la Légion, les patrouilles, les accrochages, la périlleuse aventure de la liberté d'expression dans un pays en guerre et surtout les Afghans, guerriers et poètes, évoqués avec une amitié exempte de romantisme. Radio Surobi voulait favoriser l'unité entre tous les peuples de l'Afghanistan. Elle est aujourd'hui délaissée, comme tous ceux qui tentent de maintenir une présence française dans ce pays.

Mercredi 13 novembre :

Historien, directeur d'études à l'EHESS, recteur de l'Académie de Caen, **Christophe Prochasson** nous avait présenté une remarquable « Contre-histoire de la 3ème République ». Il revient parmi nous pour évoquer un historien qui fut en 1987 l'invité de nos Mercredis et dont il a publié récemment la biographie : «*François Furet, les chemins de la mélancolie*».

Ancien militant communiste, éminent collaborateur du Nouvel observateur, hostile au général de Gaulle qu'il considérait comme une réplique de Bonaparte, l'auteur de « Penser la Révolution française » fut accusé d'être un homme de droite. François Furet eut simplement l'audace d'une pensée libre, confrontée aux tragédies du 20ème siècle et parfois engagée dans d'étranges dialogues. Quant à la Révolution française, sa remise en cause de toute une tradition historiographique – qui eut un grand écho à la NAR – mérite une nouvelle réflexion.

Communiquer avec la NAR

**38, rue Sibuet
75012 Paris**

Adresse électronique :

nouacroyal@gmail.com

Sites Internet :

[http:// www.narinfo.fr.st](http://www.narinfo.fr.st) (informations et actualités)

<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01 42 97 42 57

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos activités, nos livres et brochures, remplissez le bulletin ci-dessous, **sans engagement de votre part.**

Non/Prénom

Date de naissance/Profession

Adresse

.....
Adresse électronique :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris.

En bref, de Rome à Lisbonne

Samedi 19 octobre, 20 heures sur France 2. L'inaltérable Laurent Delahousse présente le Journal télévisé qui s'ouvre sur l'affaire Léonarda : 9 minutes et 53 secondes sont consacrées à la collégienne expulsée, avec un reportage en direct effectué au Kosovo par une équipe d'envoyés spéciaux. Après trois faits divers et plusieurs autres sujets, le présentateur annonce « en bref » la colère en Italie avec une mobilisation contre l'austérité marquée par « quelques échauffourées ». Nous avons droit à quelques images de la manifestation romaine qui s'enchaînent avec celles d'un autre événement : « à noter aussi » une importante manifestation contre l'austérité à Lisbonne, présentée en quelques secondes. L'ensemble de ces protestations est expédié à la vingt-cinquième minute du Journal, en vingt secondes, alors que les incendies en Australie sont traités en une minute et demie.

Interpellé sur sa conception de l'information, Laurent Delahousse répondrait que l'actualité commande et qu'il n'y avait ce soir-là pas plus de temps à consacrer aux colères italiennes et portugaises. J'ai donc rédigé à son intention quatre brèves qu'il pourra lire en trois minutes sur son écran s'il veut donner aux citoyens ce qu'appelle modestement, à la télévision, des éléments de réponse.

Italie. Le gouvernement Letta prévoit une contraction du Produit intérieur brut de 1,7% en 2013, pire que les 1,3% qui étaient prévus. Au mois d'août, le chômage atteignait le taux record de 12,2% de la population active. Les entreprises souffrent de la faiblesse de la demande, des restrictions de crédits bancaires et du blocage des

sommes dues par l'Etat. L'investissement s'est effondré et la production industrielle a reculé de 10% en deux ans. L'année prochaine, la dette italienne devrait représenter 132,8% du PIB. *Illustration : une pigiste italienne en reportage à Alep risque sa vie à chaque instant. Elle montre sa feuille de paie : 70 dollars pour un article (1).*

Portugal. La Troïka impose une réduction du déficit public de 5,5% cette année à 4% l'année prochaine, ce qui suppose de nouvelles mesures d'austérité dans un pays



qui connaît une brutale contraction du pouvoir d'achat (- 4,2% au premier trimestre 2013) provoquée par la baisse des salaires. Le Portugal est affecté depuis trois ans par une récession sévère, qui porte le taux de chômage à 16,4% de la population active. La dette publique représente 125% du PIB. *Illustration : un chômeur portugais montre la lettre de l'administration lui ordonnant de rembourser, dans les 30 jours, 6% de son allocation de chômage.*

Espagne. La récession se poursuit et le PIB devrait se situer aux

alentours de - 1,3% en fin d'année avec un taux de chômage de 26,3%. La dette publique est en hausse : prévue à 94,21% du PIB en 2013, elle serait de 98,86% pour 2014 et dépassera 100% en 2015. Le déficit budgétaire sera de 6,5% cette année. Les créances douteuses des banques espagnoles ont atteint un nouveau record en août : 12,12% du total des crédits. *Illustration : un jeune diplômé espagnol commente une maxime qui fait fureur : « Si tu termines tes études en Espagne, tu as trois débouchés : par terre, par mer ou par air ».*

Grèce. Le pays (2) est dans sa sixième année de récession : - 4% du PIB. Le taux de chômage est de 27,6% et atteint 55% pour les jeunes. La production industrielle est en baisse (- 8% sur un an). La dette publique dépassera les 160% cette année. Le déficit public, qui représente 2,4% du PIB, ne devrait pas baisser en 2014. *Illustration : sur le port de Pirée, un couple négocié l'achat d'un beau bateau de plaisance. Il vaut 40 000 euros, il est proposé à 15 000 et vendu pour 10 000. Le contrat d'assurance est rédigé en allemand, le contentieux se déroule devant les juridictions allemandes.*

Il fallait cette pesante série de données chiffrées pour démontrer à Laurent Delahousse que les manifestations de Rome et de Lisbonne ont nettement plus d'importance pour les citoyens des nations européennes que les incendies australiens. Mais nous savons que la haute société médiatique aime compatir aux malheurs qui ne menacent pas l'ordre établi.

Bertrand RENOUVIN

 (1) <http://bibliobs.nouvelobs.com/documents/20130731.OBS1691/lettre-d-une-pigiste-perdue-dans-l-enfer-syrien.html>

 (2) Cf. mes Lettre d'Athènes et Lettre de Salamine sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/>